

DE L'IRES AU VILLAGE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La construction d'un mouvement

Deux appels dans le journal Le Monde en 1995 et 1997 ont permis de lancer le processus de construction, du Mouvement de l'Economie Solidaire, en France. Inquiets des différentes interprétations du terme économie solidaire notamment par les politiques qui amalgament caritatif et économie solidaire, plusieurs acteurs impliqués ont décidé de préciser les valeurs sous-tendant leur engagement. Créé en 1997, l'Inter-réseaux de l'Economie Solidaire, s'est constitué pour rassembler l'ensemble des acteurs concernés par une autre manière de faire de l'économie au service de l'homme. En intervenant à la fois sur les conditions de production, de distribution mais aussi sur les modes de consommation, les acteurs de l'économie solidaire veulent avoir une maîtrise sur l'ensemble de la chaîne de production, du producteur au consommateur en intégrant la dimension Nord-Sud. Les usagers, les salariés, les bénévoles se mobilisent pour instituer des modes de régulation plus démocratiques. Des personnes veulent créer leur propre emploi, initient de nouveaux champs, répondent à des besoins non couverts et renforcent un tissu social trop souvent distendu. Pour être citoyen, agir dans sa ville, il faut aussi devenir acteur économique en intervenant sur des secteurs où se mêlent l'économique, le social, le culturel et le politique. Par exemple, ouvrir un restaurant associatif dans une zone sensible urbaine, dans un quartier en grande paupérisation où vit un public de plus en plus marginalisé, c'est inventer un espace, un lieu de rencontres interculturelles et intergénérationnelles, pour lutter contre l'anomie et le communautarisme. C'est aussi faire connaître sa culture et contribuer à la diminution des violences, dépasser le sentiment d'impuissance, réintroduire du positif dans des quartiers trop souvent laissés à l'abandon. Mettre en place une structure d'entrepreneuriat collectif permet de dépasser les fragilités individuelles. Mais faire fonctionner réellement une telle activité demande à la fois de faire appel aux ressources marchandes apportées par les services rendus, en l'occurrence les plats vendus, à des conventions avec les pouvoirs publics reconnaissant le rôle de régulation sociale de ces activités et aussi aux investissements des femmes, à la nécessité de mixer des financements publics et privés.

Pour l'IRES, il s'agit à la fois de militer pour une reconnaissance des différentes initiatives portées par des acteurs atypiques, de favoriser leur développement mais aussi de faire évoluer les représentations, les mentalités, et d'intervenir sur les dispositifs législatifs. La première phase de cette aventure est celle de l'identification de valeurs et de pratiques communes. L'IRES souhaite représenter une force collective capable d'interpeller les réalités quotidiennes à partir d'un concept partagé. Identifier les objectifs communs d'une mouvance en construction, rassembler autour de lignes de force des activités très diverses, préserver une certaine autonomie face aux décideurs institutionnels et pouvoirs politiques, tel est le challenge de ce nouveau collectif. L'enjeu est de faire cohabiter de manière dynamique, autour de valeurs communes

trois composantes, les finances solidaires, le commerce équitable, ainsi que les initiatives solidaires. L'Inter-réseaux représente une construction singulière du fait de la multiplicité d'acteurs qui la compose. Dès l'origine, il se veut pluriel, regroupant des acteurs qui font vivre l'économie solidaire : chercheurs, groupes d'appui, acteurs de terrain et organisations de solidarité internationale. En France, comme dans l'ensemble des pays développés, la paupérisation touche une partie de la population souvent regroupée dans des quartiers relégués en périphérie des villes. Des personnes, souvent soumis à des conditions de vie difficiles, se regroupent autour de projets de créations d'activités. Des habitants de quartiers populaires comme le mouvement national des régies de quartier, des femmes d'origine immigrée comme beaucoup d'associations du réseau Ré-Actives, des mouvements de chômeurs se mobilisent pour créer des initiatives économiques citoyennes. L'économie solidaire rassemble de nombreux acteurs. C'est sa force, mais aussi sa faiblesse, car la diversité et la multiplicité peuvent être autant des facteurs de richesse que de dispersion et d'éparpillement, s'il n'y a pas une épine dorsale commune. Beaucoup d'initiatives se sont construites dans un contexte difficile, dans une logique d'opposition et de conflit. Compte tenu de la difficulté d'exister dans un environnement peu facilitateur sinon hostile (législation inadaptée, manque de moyens spécifiques, manque de surface sociale des nouveaux acteurs), la majorité des initiatives a tendance à se comporter un peu en forteresse assiégée craignant toute récupération et entrant dans des logiques d'enfermement et ne voit pas la nécessité d'intégrer un ensemble plus vaste pour peser politiquement. Pourtant la dynamique collective permet de dépasser les fragilités individuelles et de transcender des clivages souvent construits au fil des années sur un souci de sauvegarder l'intégrité de démarches complexes. La clarification, la rigueur et l'explicitation ont été importantes à la création de l'IRES. Il s'agit de ne pas perdre le sens et l'essence des initiatives et en même temps de rassembler sur des bases communes pour porter une parole politique cohérente. Beaucoup des réseaux adhérents à l'IRES considèrent qu'ils s'inscrivent dans des démarches de création d'activités pérennes, même s'ils doivent s'inscrire dans des dispositifs d'insertion. Ils veulent instaurer une nouvelle manière de faire de l'économie en articulant plusieurs sources de revenus, marchand, non marchand, non monétaire et tracer une voie différente entre le tout marché et le tout public et non s'inscrire dans une démarche temporaire en ouvrant des pistes rentables à terme pour le marché. C'est pour ces raisons que dès l'origine l'Inter-réseaux a pris des distances avec le secteur de l'insertion par l'économique plus centré sur une logique de dispositifs que sur une volonté de transformation sociale. Au-delà de la lutte contre l'exclusion, sur laquelle les pouvoirs publics ont trop souvent voulu la rabattre, l'économie solidaire s'inscrit dans une démarche de démocratie participative où les personnes, elles-mêmes, prennent en charge des besoins non couverts en négociant avec les pouvoirs publics. En revendiquant un droit à l'initiative pour tous, l'économie solidaire tente de mettre en acte une philosophie économique et une manière d'agir différente au quotidien, dont l'objectif à long terme est une appropriation collective non étatique des moyens de production. Compte tenu de cette diversité de champs et d'acteurs, le regroupement a pris une forme singulière d'organisation transversale et horizontale, une forme plus

rhizomatique¹. Se reconnaître comme acteur d'un même champ est déjà d'une extrême importance. Le défi est de regrouper et de rassembler mais en gardant ses spécificités. Nous ne voulions pas nous considérer comme une structure fermée, mais comme une organisation ouverte, vivante, constructive. Nous avons collectivement privilégié le statut d'association de fait. Nous nous sommes donnés un minimum de règles de fonctionnement communes : comité de pilotage, qui fonctionne plutôt comme un groupe ressource, délégations collectives par chantiers. Nous avons également privilégié la parité Nord-Sud. L'Inter-Réseaux d'Economie Solidaire, a choisi la forme du réseau ouvert non structuré basé sur l'engagement² de ses membres, leur disponibilité et leur investissement. Des coordinations regroupent toutes les six semaines l'ensemble des représentants des réseaux pour décider collectivement les priorités et les mettre en œuvre. Le réseau fonctionne sur le volontariat et à la prise de responsabilités personnelles. Trois chantiers prioritaires mobilisent ses membres pendant plusieurs années: le développement de l'international, la structuration régionale et la communication. Pour l'international, deux chantiers sont particulièrement dynamiques. Une auto-évaluation croisée Nord/Sud permet de comparer les méthodologies d'intervention des acteurs de l'économie solidaire au Nord comme au Sud. La création d'activité par des associations de chômeurs et celles des artisans au Mali ont été mis en parallèle, ainsi que les dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat féminin en France et le soutien au micro-crédit au Burkina Faso. Ceci a permis de constituer un partenariat Nord-Sud sur des pratiques et des objectifs communs. Un chantier de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire a fonctionné de manière particulièrement innovante et dynamique. Pendant trois années, quatre collègues d'acteurs québécois et français se sont mobilisés: un représentant du monde de recherche, un institutionnel, un représentant du monde syndical et deux personnes issues des réseaux de l'économie sociale et de l'économie solidaire. Ce travail pluriinstitutionnel a facilité une analyse comparative de la situation de l'économie sociale et solidaire en France et au Québec, à partir de visions d'acteurs impliqués de manière différente dans les processus. Il a permis d'élaborer des préconisations en direction des deux gouvernements pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Surtout, ce chantier de coopération a été l'occasion d'une meilleure inter connaissance en France, entre économie sociale et économie solidaire, de construction de passerelles entre les mutuelles, les coopératives, le mouvement associatif et des initiatives plus récentes. Il a aussi favorisé le tissage de liens entre initiatives, pouvoirs publics et syndicat. Le rapprochement avec le mouvement syndical, très dynamique au Québec ou au Brésil, reste une grande difficulté en France où la tradition de contestation du mouvement syndical ne l'amène pas naturellement vers les alternatives économiques considérées comme réformistes. Mais l'aspect international doit être articulé avec les préoccupations locales. Penser et agir à la fois de manière locale et globale est une nécessité pour les acteurs de l'Economie Solidaire. Porté par ce souci d'articuler de manière dynamique les différents niveaux d'intervention, l'Inter-réseaux a porté ses efforts sur la consolidation des initiatives locales en les regroupant pour être force de proposition

¹ Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Rhizome*, Editions de Minuit, 1976

² Laurent Fraisse, in *Conduire le changement dans les associations*, Editions Dunod, 2002.

sur le plan régional. L'investissement régional a favorisé la structuration de plateformes régionales telle que l'Assemblée Permanente de l'Economie Solidaire en Nord-Pas-de-Calais ou l'Agence Régionale de Développement de l'Economie Solidaire en Basse-Normandie. Parfois des rapprochements avec les Chambres Régionales d'Economie Sociale ont eu lieu, mais celles-ci restent majoritairement occupées par les représentants de l'économie sociale, en particulier les mutuelles et la place de l'économie solidaire n'est pas toujours facile à prendre. Le dernier point fort de la stratégie du mouvement est la communication afin de favoriser la lisibilité et la visibilité du mouvement et de faciliter son développement. L'IRES a publié une lettre bi-mensuelle centrée sur différentes thématiques, telles que solidarité internationale, culture, femme, santé mentale. Des dossiers ont également été rédigés en direction de parlementaires, d'élus ou de la presse.

Au milieu du travail engagé est apparue une nouvelle donne qui a modifié profondément le panorama : la création du Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire. Cette nomination représente une reconnaissance officielle, institutionnelle d'un secteur qui a jusqu'à présent souffert d'invisibilité et manqué de légitimité. Plusieurs membres de l'IRES ont fait partie d'un groupe de stratégie, mis en place par le Secrétaire d'Etat, réunissant diverses personnes concernées par l'économie solidaire et favorisant un rapprochement entre pouvoirs publics et société civile. Mais, le Secrétariat d'Etat n'a duré qu'un temps court, deux années, et n'a pu mettre en place un cadre de travail favorisant la création et le développement des initiatives. C'est pourquoi nous suivons avec beaucoup d'intérêt ce qui se passe au Brésil avec la nomination d'un Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire et la mise en place d'une véritable politique publique. Mais l'existence du secrétariat d'Etat a permis des avancées. Les rencontres européennes des acteurs de l'Economie sociale et solidaire « Ensemble pour une économie plurielle », organisées à Tours les 23 et 24 novembre 2000 ont été l'occasion d'approfondir les liens entre acteurs de l'économie sociale et de l'économie solidaire et de nouer des rapports de co-construction avec le Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire. Dans ces rencontres l'Inter-réseaux a joué un véritable rôle de cheville ouvrière en mobilisant ses réseaux locaux, nationaux et européens. Enfin, la signature d'un certain nombre de conventions pluri-annuelles avec les têtes de réseaux de l'économie solidaire a pour la première fois donné une légitimité et des moyens d'intervention aux acteurs engagés sur le terrain, même si ces conventions ont été d'une extrême complexité, conquises de haute lutte et ensuite remises en question par le nouveau pouvoir en place. Mais les enjeux politiques ont souvent affaibli le travail commun. Une des difficultés auxquelles les acteurs ont été confrontés réside dans le fait que l'économie solidaire est portée par un seul parti, le parti écologiste, et que les autres formations politiques sont actuellement peu sensibilisées à ce thème. Aujourd'hui la politique est pensée en terme d'appartenance. L'indépendance des mouvements devrait être considéré comme un gage de démocratie, de pluralité des débats, or la non-affiliation à un parti entraîne de la suspicion face aux mouvements de la société civile qu'on craint de ne pouvoir contrôler.

A l'heure des coordinations, des forums, des campagnes et de nouvelles formes politiques, construire des rassemblements dans la durée, se révèle complexe. S'il est

facile de mobiliser, fédérer sur des événements ponctuels, tout essai d'organisation est pris dans un double mouvement. Les tentatives de regroupement sont perçues comme issues d'un comité central fantasmé par les acteurs de terrain. Traumatisés par les logiques d'organisation et d'appareil et les risques d'instrumentalisation, ils redoutent toute tentative de récupération et perçoivent tout essai d'organisation comme un risque de perte identitaire. Dans le même temps, ces nouvelles formes de regroupements ne sont pas vécues comme légitimes par les représentants des institutions qui ne reconnaissent pas les modes d'organisation horizontaux ou en réseau et souhaitent négocier qu'avec un seul interlocuteur élu. Les nouvelles formes d'organisation sont prises en tension entre une demande de démocratie participative et de transparence de leurs membres et une demande de représentativité traditionnelle de la part des pouvoirs publics et des politiques. Si le modèle de la démocratie participative fleurit, les modes d'organisations sont encore conçus selon les modes représentatifs classiques. Tenter une forme de structuration différente moins structurée, plus ouverte avec des porte-paroles, des directions tournantes, est un véritable challenge et le risque d'être ignoré, dénié par la classe politique traditionnelle. Or les choses se construisent dans le mouvement et les organisations se doivent d'être en cohérence avec les discours et les actions.

Pour ces différentes raisons, pour dépasser les tensions, l'IRES a décidé de se lancer dans un processus d'ouverture et de transformation. Le but est d'essayer de dépasser les tensions pour créer à terme un vaste mouvement fédérant l'ensemble des initiatives de ce champ et sortir de la confidentialité. Les Assises du mouvement à Lille, le 22 mars 2002 ont permis le lancement de cette nouvelle organisation. L'IRES se transforme en Mouvement d'Economie Solidaire. Pour tenir ses objectifs d'ouverture et de pluralisme, celui-ci se lance dans un vaste jeu d'alliances plurielles avec des mouvements de culture très différentes pour enclencher une véritable dynamique de changement. Les réseaux d'économie solidaire recherchent des alliances concrètes ancrées sur des actions communes et veillent à ne pas se laisser enfermer dans des alliances uniquement de façade et de représentation. Les organisations de solidarité internationales ont été dès le début des alliés importants du Mouvement de l'Economie Solidaire. Les réseaux d'économie solidaire ont participé à plusieurs universités d'été, rédigé des cahiers en commun, mis en place plusieurs groupes de travail avec des organisations de solidarité internationales. Mais le travail en commun le plus significatif s'est déroulé dans le cadre de l'organisation des forums sociaux européens et mondiaux. A ces occasions, une dynamique commune a été mise en place pour favoriser la reconnaissance d'alternatives économiques. Le deuxième allié de l'économie solidaire est l'économie sociale, un des alliés principaux, mais complexe. Si des valeurs communes, comme la démocratie économique, le regroupement des organisations de personnes et non de capitaux, relie incontestablement ces deux champs, les pratiques et l'histoire et les modes de représentation sont très différents. Les logiques sont à la fois proches et lointaines entre un mouvement constitué depuis la fin du XIXème siècle et structuré en organisations établies, coopératives, mutuelles et regroupements importants et de l'autre côté un foisonnement de petites initiatives revendiquant de nouveaux modes d'organisation et de régulation avec les pouvoirs publics. Si les références autour d'une autre manière de faire de l'économie, de

l'entrepreneuriat collectif sont incontestables, les cultures, les modes d'intervention sont très différents. Si l'économie sociale se fonde et s'organise à partir des statuts, l'économie solidaire se mobilise plus autour de nouvelles formes d'activité, les statuts ne garantissant pas nécessairement le fonctionnement démocratique. L'économie sociale s'adresse naturellement à ses membres, les coopératives aux coopérateurs, les mutuelles aux mutualistes et les interactions sont assez rares entre les différentes composantes de l'économie sociale et encore moins avec l'économie solidaire. L'économie solidaire au contraire, de par les conditions de sa création, travaille dans une logique de mixité et d'hybridité. Le secteur de l'économie sociale s'est constitué comme une force représentative, alors que l'économie solidaire s'investit plus dans des formes de démocratie participative et dans une dynamique de contestation du modèle économique libéral. Mais des rencontres se font autour d'objectifs et de travaux communs. L'organisation de manifestations rapprochent ces deux courants, qui ont du mal à se fréquenter, à se connaître et à accepter leurs différences et tracer des convergences. Déjà, divers événements comme les Assises de l'économie sociale et solidaire, les Rencontres de Tours « Ensemble pour une économie plurielle », le chantier de coopération France-Québec ont facilité une meilleure inter-connaissance et une construction commune de propositions. Mais la dynamique la plus intéressante a été réalisée lors du Forum Social Européen³. Le troisième jeu d'alliance concerne le mouvement altermondialiste, en particulier les forums sociaux. Ce rapprochement est essentiel, car il permet de démultiplier les énergies et de sensibiliser un large public qui pourrait s'engager sur des actions concrètes au quotidien. Construire collectivement des alternatives à la mondialisation, en les articulant avec les mouvements de résistance au modèle libéral pour faire reconnaître un droit à l'initiative économique pour toutes et tous, est un axe politique essentiel. Le Forum Social Européen de Paris Saint Denis représente un véritable enjeu pour la mouvance de l'économie solidaire. Il s'agit de poursuivre dans le contexte national les avancées construites dans les forums sociaux mondiaux. A Porto Alegre, en 2002, nous avons dû longuement batailler avec le comité d'organisation pour tenir une conférence, des séminaires, des ateliers sur la question de l'économie solidaire. Cela a été possible grâce à la mobilisation conjointe de différents réseaux français et européens et au soutien des réseaux brésiliens avec lesquels les mouvements de l'économie solidaire avaient noué des contacts, notamment dans le cadre des rencontres de Globaliser la solidarité à Lima et à Québec. La dynamique des forums s'est ainsi transformée dans une perspective de construction d'alternatives et de propositions. Fort du succès à Porto Alegre 2 et à Porto Alegre 3, où l'économie solidaire représentait dix pour cent des manifestations, le Mouvement de l'Economie Solidaire a construit une stratégie d'alliances plurielles pour réussir son engagement dans le Forum Social de Paris-St Denis en novembre 2003. Le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement qui fédère des organisations internationales et est très impliqué dans la préparation des forums, comme partie prenante du comité d'organisation du Forum Social Mondial, a été le premier allié. Ceci a permis aux acteurs de l'économie solidaire de prendre une place dans les structures d'organisation du Forum, en

³ Madeleine Hersent, *Les dynamiques du Forum Social*, article paru dans Culture en Mouvement, novembre 2003.

particulier le comité d'initiatives et le secrétariat d'organisation à côté des mouvements syndicaux et d'autres grandes organisations. Mais rapidement, le mouvement a compris qu'il fallait se renforcer pour être véritablement représentatif et prendre une véritable place dans le processus de construction de forum puis dans les rencontres elles-même. Le MES a organisé rapidement une plate-forme des diverses composantes de l'économie solidaire et de l'économie sociale. Une coordination économie sociale / économie solidaire se crée en mars 2003 pour mettre en place un Village de l'Economie Sociale et de l'Economie Solidaire inclus dans le processus du Forum. Cette coordination permet d'engager une dynamique commune entre les acteurs. La première réunion est d'ailleurs particulièrement révélatrice, car elle réunit des acteurs d'une alternative radicale comme les « no border », mais aussi les instances plus officielles de l'économie sociale comme la Coordination des Présidents des Coopératives et des Associations. Le mouvement joue un rôle de mailleur et d'intercesseur en réunissant sur un objectif commun, différentes composantes, dont certaines sont peu au fait, sinon réservées sur les nouvelles formes d'organisation. Mais surtout cette coordination a permis une mutualisation des moyens pour réussir cette manifestation. L'Union Régionale des SCOP met à disposition une chargée de mission pour assurer le suivi de l'action, la Fondation pour le Progrès de l'Homme embauche la coordinatrice et un système de financement collectif est mis en place pour respecter les spécificités des différentes organisations. Une plaquette spécifique et une affiche signée par quatre-vingt organisations, sont réalisées. La participation aux groupes de travail, restreints mais paritaires de l'économie sociale et solidaire, est un élément fort de la constitution d'une identité commune face aux acteurs de l'altermondialisation peu au fait de cette mouvance et même des expériences comme les coopératives, pourtant anciennes. La présence conjointe au comité d'initiatives, aux Assemblées Européennes, au secrétariat d'organisation permet de resserrer les liens dans une perspective constructive et de se faire reconnaître comme partie intégrante du mouvement altermondialiste. Le Village de l'Economie Sociale et Solidaire montre les différentes facettes de l'économie sociale et solidaire par la tenue de stands, mais aussi engage des débats, tient des ateliers et séminaires co-organisés au niveau européen par les différents acteurs de l'économie sociale et solidaire. Ces différentes manifestations ont rencontré un public large surtout de jeunes et se sont déroulées dans une ambiance chaleureuse, notamment par l'organisation de soirées conviviales, qui rompaient avec l'ambiance austère du Forum. La solidarité inter-réseau et inter-mouvement a fonctionné de manière dynamique tant au niveau du financement des stands que de la tenue des séminaires et des plénières et de la présence conjointe dans les différentes instances de décision. Le Village de l'Economie Sociale et Solidaire a été un succès conquis de haute lutte, que le bilan du Forum Social Européen présente comme une des réussites de l'élargissement.

Dans une société souvent structurée de manière très verticale et cloisonnée, traversée par des logiques de notables et de représentants officiels, la mouvance de l'économie solidaire a réussi à faire entendre une petite musique différente, à faire reconnaître sa spécificité transversale, horizontale, ainsi que ses modes d'organisation plus participatifs que représentatifs. Elle a mis en avant ses modes de regroupement plus proches des forums que des congrès, ses modes décisionnels pris au consensus, ses

engagements au quotidien. Elle a réussi à faire converger des acteurs de cultures très différentes, comme les mouvements traditionnels de l'économie sociale, les organisations de solidarité internationale et le mouvement altermondialiste sur des perspectives communes. Mais c'est la mise en œuvre d'actions communes, la réalité sociale de ces différents mouvements, le passage à des actions concertées et collectives qui peuvent véritablement construire un autre monde plus respectueux des femmes et des hommes et de leur environnement.

Madeleine HERSENT
17 Décembre 2004

22 002 signes espaces non compris,
25 714 signes espaces compris